



**STRATÉGIE
NUMÉRIQUE
DU QUÉBEC**

ADMINISTRATION PUBLIQUE EFFICIENTE ET TRANSPARENTE

**BILAN
DE LA CONSULTATION**

DU 27 SEPTEMBRE 2016 AU 28 FÉVRIER 2017

Ce document a été produit par Conseils Atelya pour le compte de la
Direction de l'économie numérique du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-550-77838-7 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2017

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	3
INTRODUCTION	4
STATISTIQUES DE PARTICIPATION	5
ANALYSE SOMMAIRE DES RÉPONSES AUX QUESTIONS	6
Résultats des réponses à choix multiples	6
Statistiques et étude des réponses	7
Résultats des questions à développement	8
ANALYSE DES CONTRIBUTIONS LIBRES	9
Tableau détaillé des participations	9
Analyse sémantique	14
Étude des contributions libres	16
Contributions libres publiées sur la page d'accueil	17

INTRODUCTION

Dans le cadre de l'élaboration de la [Stratégie numérique du Québec](#), le gouvernement a mis en place une [plateforme de collaboration](#) afin de consulter les Québécois au sujet de leurs préoccupations, de leurs besoins, de leurs attentes et de leurs idées quant au virage que doit prendre le Québec relativement à la révolution numérique mondiale. Sept thèmes ont été déterminés au cours de la première phase de la consultation, dont celui de [l'administration publique efficiente et transparente](#).

La plateforme de collaboration offrait aux citoyens une introduction à ce thème au moyen d'une courte vidéo, de chiffres clés et d'un certain nombre d'enjeux. Par la suite chaque citoyen était invité à répondre à des questions à choix multiples et ouvertes ou encore à contribuer au débat librement. L'objectif de ce bilan est de présenter une synthèse des contributions reçues à ce sujet. L'analyse effectuée tient compte de l'ensemble des commentaires, des réponses aux questions et des contenus (texte et vidéo) mis en ligne sur une période de 22 semaines, soit du 27 septembre 2016 au 28 février 2017.

Ce thème a permis aux participants de partager leur vision d'une administration publique qui intègre des services numériques permettant un accès facilité à l'information et aux transactions requises entre le gouvernement et les citoyens. L'administration publique est un reflet de notre société. Les services offerts aux citoyens sont à la fois essentiels aux activités des particuliers et des organisations et un puissant moteur de développement de notre société. La société québécoise bénéficie d'une administration publique reconnue, et le numérique est un levier important dans la modernisation, l'efficacité et la transparence des institutions gouvernementales en place. C'est en offrant un accès facile et rapide aux services en ligne ainsi qu'une information de qualité en tout temps, le tout reposant sur des processus et des outils modernes, que l'administration publique québécoise peut espérer renforcer la relation de confiance avec les citoyens. D'autres gouvernements ont réussi le virage numérique, et les avantages sont nombreux. Les exemples partagés par les participants sont éloquentes.

La consultation a permis de dégager les principaux éléments de vision des citoyens concernant leur administration publique, mais aussi de comprendre leurs attentes envers les institutions étatiques quant aux niveaux de service reçus.

Les principaux sujets de discussion de ce thème sont l'accès à l'information au moyen d'un portail citoyen unique, l'utilisation de logiciels libres, la disponibilité de données ouvertes ainsi que la transparence des dépenses publiques.

Le rapport est structuré de la façon suivante : on y trouve d'abord une présentation du thème, de ses enjeux et des questions principales de consultation, suivie d'une présentation des statistiques de participation, d'une analyse des contributions de type sondage, d'une analyse des contributions ouvertes et enfin d'une analyse des contributions textuelles. Les commentaires liés au thème publiés sur la page d'accueil de la plateforme ont été intégrés à ce bilan dans les limites de notre compréhension.

Mentionnons que les réponses des participants aux questions ont fait l'objet d'une correction linguistique légère et que des ajouts à certains termes ou abréviations ont été faits pour faciliter la compréhension. Cependant, les structures de phrase ont été laissées telles qu'elles ont été publiées par leurs auteurs pour ne pas déformer leurs propos. Des erreurs linguistiques pourraient donc subsister.

Le gouvernement du Québec n'est pas responsable des propos recueillis et ne s'engage pas à mettre en œuvre les propositions mentionnées dans ce document.

STATISTIQUES DE PARTICIPATION

La participation est divisée en trois catégories : d'abord les contributions aux questions à choix multiples posées dans la section carrousel de la plateforme, ensuite les contributions à développement exprimant une opinion en réponse à une question ouverte et enfin les contributions libres.

Les huit questions à choix multiples sur le thème « Administration publique efficiente et transparente » ont recueilli 92 réponses, soit une moyenne de 11 réponses par question. Concernant les questions ouvertes, 12 réponses ont également été reçues. Ces réponses sont divisées en quatre questions ouvertes, soit une moyenne d'environ 4 réponses par question.

Concernant les contributions libres, on comptabilise 72 contributions, dont 52 contributions initiales et 20 commentaires associés. Ces contributions contiennent en moyenne 23 mots, la plateforme permettant une contribution maximale de 300 caractères.

Questions à choix multiples	
Question 1	9 réponses
Question 2	19 réponses
Question 3	3 réponses
Question 4	12 réponses
Question 5	19 réponses
Question 6	15 réponses
Question 7	9 réponses
Question 8	6 réponses
Questions ouvertes	
Question 1	9 réponses
Question 2	1 réponse
Question 3	1 réponse
Question 4	1 réponse
Contributions libres	
Contributions	52
Commentaires	20

ANALYSE SOMMAIRE DES RÉPONSES AUX QUESTIONS

Cette section traite essentiellement des contributions reçues en réponse aux questions posées dans la section carrousel du site. Les éléments qui suivent analysent dans le détail les réponses données par les citoyens aux questions à choix multiples ainsi qu'aux questions à développement.

RÉSULTATS DES RÉPONSES À CHOIX MULTIPLES

1. Avez-vous confiance dans les applications mises au point par des entreprises et des citoyens à partir de données publiques ouvertes, et êtes-vous disposés à y recourir?	% de réponses	N ^{bre} de réponses
Oui	44 %	4
Non	11 %	1
Oui, dans certains contextes. Précisez ci-dessous :	22 %	2
À condition que les données soient stockées au Québec et de façon sécuritaire.	11 %	1
Les applications gratuites sont souvent moins sécuritaires en ce qui a trait à nos données personnelles.	11 %	1
2. Dans quels secteurs d'activité souhaitez-vous que les services publics en ligne et les communications numériques soient développés en priorité?	% de réponses	N ^{bre} de réponses
Santé	37 %	7
Éducation	21 %	4
Entreprises	26 %	5
Autres :		
Offres culturelles	5 %	1
Démocratie 2.0	5 %	1
3. L'adoption d'un cadre de référence gouvernemental sur la participation publique permettra-t-elle d'améliorer la conception des démarches participatives ouvertes à tous?	% de réponses	N ^{bre} de réponses
Oui	67 %	2
Non	33 %	1
4. Le Cadre de référence gouvernemental sur la participation publique propose sept principes directeurs à mettre en œuvre pour améliorer la conception d'une démarche participative. Choisissez les trois principes qui auront, à votre avis, le plus d'effet sur la conception d'une démarche participative. Avez-vous d'autres principes à suggérer? Si oui, veuillez les nommer à la case Autre (spécifiez).	% de réponses	N ^{bre} de réponses
Principe 1 : L'engagement des autorités compétentes	25 %	3
Principe 2 : L'engagement des participants et participantes	0 %	0
Principe 3 : Le choix des mécanismes de participation publique	17 %	2
Principe 4 : L'information	17 %	2
Principe 5 : La promotion	17 %	2
Principe 6 : La rétroaction	17 %	2
Principe 7 : L'évaluation	8 %	1

5. Préférez-vous utiliser un identifiant de votre choix, par exemple l'identifiant de votre institution bancaire, pour vous authentifier lorsque vous transigez dans le cadre de la prestation de services du gouvernement?	% de réponses	N ^{bre} de réponses
Oui	47 %	9
Non	53 %	10
6. Quel moyen privilégiez-vous pour acquitter une facture du gouvernement du Québec?	% de réponses	N ^{bre} de réponses
Système de paiement propre au service en ligne concerné	13 %	2
Service de paiement gouvernemental unique	7 %	1
Paiement par l'intermédiaire d'une institution financière	73 %	11
Autre :		
Par l'intermédiaire d'une entreprise d'économie sociale	7 %	1
7. Si vous avez déjà participé, au cours des cinq dernières années, à au moins une autre démarche de participation publique, de quel type s'agissait-il?	% de réponses	N ^{bre} de réponses
Consultation publique en ligne et en personne	33 %	3
Consultation publique en ligne uniquement	67 %	6
8. Si vous avez déjà participé, au cours des cinq dernières années, à au moins une autre démarche de participation publique, quelle était la nature de votre participation?	% de réponses	N ^{bre} de réponses
Contribution directe en ligne	100 %	6

STATISTIQUES ET ÉTUDE DES RÉPONSES

Les questions n° 2 et n° 5 ont été les plus populaires, attirant 19 réponses chacune.

Relativement à la question n° 1 traitant de la confiance qu'ont les citoyens envers les applications mobiles utilisant les données ouvertes, il apparaît sans surprise que 66 % des répondants se disent confiants. Cette confiance pourrait à la fois provenir du fait que les données sont fournies par l'administration publique, mais également de la démocratisation des applications mobiles qui font aujourd'hui partie de la vie quotidienne des citoyens, que ce soit pour leurs usages bancaires, leur divertissement ou la planification de leurs déplacements, par exemple. Il apparaît que, pour la plupart des applications mobiles, les citoyens ont développé la capacité de faire confiance en raison d'une certaine méconnaissance de l'utilisation des données traitées par l'application ou l'éditeur.

Les réponses à la question n° 2, concernant le secteur prioritaire pour les services en ligne, sont très divisées entre « santé », « éducation » et « entreprises », le secteur « santé » étant la réponse principale (37 %). Cela peut s'expliquer par le grand nombre de citoyens touchés, ou même l'actualité entourant la santé au Québec, sachant que le Dossier Santé Québec est en cours de déploiement. La deuxième catégorie populaire est les services aux entreprises. En considérant que la vaste majorité des entreprises québécoises sont des PME, on peut penser que les entrepreneurs apprécieraient de pouvoir bénéficier de davantage de services en ligne.

Les démarches participatives (questions n° 3 et n° 4) ont la cote, propulsées par l'accès à des plateformes de consultation en ligne. L'engagement des autorités compétentes est mis de l'avant par les répondants comme un principe essentiel au succès des consultations. On peut comprendre que les participants

souhaitent que les consultations aillent au-delà de l'écoute des opinions et idées partagées pour s'engager dans la prise en compte, voire la mise en œuvre des éléments partagés. De plus, le volet virtuel ou en ligne de ces participations semble essentiel au succès des consultations citoyennes. Les questions n° 7 et n° 8 montrent de leur côté que la grande majorité des contributeurs ayant déjà participé à des consultations similaires l'ont fait en ligne.

La question n° 5 voit autant de réponses négatives que positives concernant le choix de l'identifiant lors de la connexion aux services gouvernementaux. Finalement, la majorité des répondants (73 %) préfèrent acquitter une facture du gouvernement du Québec en passant par le site de leur institution financière. Cela démontre l'importance, pour les services en ligne gouvernementaux, d'être liés à d'autres sites, services ou fournisseurs. Cette interopérabilité est essentielle pour suivre le rythme rapide d'évolution des services numériques.

RÉSULTATS DES QUESTIONS À DÉVELOPPEMENT

1. Comment le gouvernement du Québec pourrait-il optimiser son offre de services en ligne?
MTMDET – mise en place de cartes interactives multilingues (touristes internationaux), en partenariat avec Google par exemple, aux couleurs du QuébecOriginal.
Le gouvernement du Québec pourrait certainement s'inspirer de la France. http://www.gouvernement.fr/action/le-numerique-instrument-de-la-transformation-de-l-etat "
Réponse : Ce qu'il faut retenir, c'est que la France a réussi là où plusieurs ont échoué en mettant en place rapidement un guichet unique pour les citoyens et en dématérialisant une bonne partie des services aux citoyens. Cela a notamment permis à l'État de générer davantage de valeur dans ses activités.
Réponse : D'accord avec vous participant #741. J'ose imaginer qu'avec l'avancement technologique actuel il existe des logiciels permettant d'interfacer facilement un ensemble de systèmes disparates de manière rapide, efficace et à meilleur coût.
Réponse : Totalement d'accord avec vous participant #187! J'ai étudié en profondeur le dossier de la France et il s'agit probablement d'un des exemples les plus éloquentes de réussite dans le cadre d'une stratégie de transformation numérique gouvernementale.
#blockchain (chaîne de blocs).
La simplifier, penser davantage en termes de service client que d'organisation bureaucratique et technologique.
Santé – Avoir un dossier numérique.
Éducation – Avoir un site Web pour les écoles.
En devenant un des leaders mondiaux pour les services en ligne. Le Québec est relativement petit en terme de population. Donc il a une niche plus pointue que les gros pays et nous pourrions profiter de notre expertise, qui est reconnue mondialement. Éduquer la population aux bienfaits du numérique.
En mettant des moteurs de recherche efficaces sur les sites Web des M/O (ministères et organismes).

2. La mise en œuvre des sept principes directeurs du Cadre de référence gouvernemental sur la participation publique permettra-t-elle d'améliorer la conception d'une démarche participative? Avez-vous des suggestions concernant la mise en œuvre de ces principes directeurs?
– aucune réponse fournie
3. Quels services publics devraient prioritairement être rendus sur des appareils mobiles (téléphones intelligents, tablettes)?
Dossier santé
4. Quelle information devrait être diffusée prioritairement en données ouvertes, et pour quelles raisons?
Dépenses publiques

L'intérêt des participants s'exprime principalement en réponse à la première question sur les occasions d'optimisation de l'offre gouvernementale de services en ligne. Les suggestions diffèrent, mais on peut constater un consensus sur l'aspect guichet unique des demandes des citoyens. Les participants souhaitent un portail où leurs renseignements et les services offerts seraient accessibles plus facilement pour transiger avec l'administration publique.

ANALYSE DES CONTRIBUTIONS LIBRES

TABLEAU DÉTAILLÉ DES PARTICIPATIONS

On trouvera ici 72 contributions libres, dont 52 contributions initiales et 20 commentaires associés. Les contributions initiales sont indiquées au tableau et, lorsqu'un commentaire a été publié sur une question, il est affiché juste en dessous avec la mention « [Réponse](#) : ». À droite sont notés l'identifiant de l'auteur, la date de publication ainsi que le nombre de mentions « J'aime » accordées par les utilisateurs à la contribution.

Les commentaires du questionnaire de communauté apparaissent dans des cases grisées.

Contributions	Auteur	Date	J'aime
En tourisme, ce sont les entreprises qui sont le moteur de cet important apport de devises étrangères et de développement économique régional = 2.5 % du PIB (2014) 34,4 G\$ Contribution plus élevée que l'agriculture, les mines, la première transformation des métaux ou l'aérospatiale.	601	2017-02-27	
En pièce jointe, le mémoire FACil. Faisant 16 pages au total, il contient 12 recommandations « pour mettre la liberté et le partage au cœur de la #StratNumQC ». Il traite de pas mal tous les thèmes de la consultation et d'autres encore. Merci d'accuser réception SVP! :-) https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/memoire-strategie-numerique-du-quebec-2017.pdf	114	2017-02-27	4
Réponse : NOTE : Nous demeurons disponibles pour discuter du contenu de ce mémoire avec la ministre Anglade ou mieux encore en toute transparence dans le cadre d'une audience publique au Parlement.	114	2017-02-27	
L'avenir, c'est 100 % des activités réalisées en ligne avec le gouvernement. On créé un bénéfice équitable aux individus et à la collectivité.	904	2017-02-24	
Arrêter de penser la ségrégation nous/vous, client/fournisseur, permis/autorisé, etc. La participation est un échange.	904	2017-02-24	
Un identifiant unique, un guichet unique, l'ensemble des démarches citoyennes disponibles en ligne. Des incitatifs majeurs de la part du gouvernement afin que l'ensemble des ministères et organismes puissent effectuer une transition numérique rapide en développant leur PES (prestation électronique de services).	871	2017-02-16	2
Principe 1 (https://www.institutions-democratiques.gouv.qc.ca/institutions-democratiques/cadre-ref-participation.asp#principe1) : L'engagement des autorités compétentes à considérer sérieusement le résultat de la consultation.	149	2016-11-17	
(Principe n° 1) Quelles sont les raisons qui justifient qu'une démarche participative ait lieu?	149	2016-11-18	
(Principe n° 1) À quel moment du processus décisionnel faut-il intégrer une démarche participative?	149	2016-11-18	
(Principe n° 1) Quelles sont les conditions qui assurent qu'une démarche participative aura une réelle influence sur le processus décisionnel?	149	2016-11-17	
(Principe n° 1) Quel type d'engagement les autorités compétentes peuvent-elles prendre envers les participants et participantes lorsqu'elles entreprennent une démarche participative?	149	2016-11-17	
Principe n° 2 (https://www.institutions-democratiques.gouv.qc.ca/institutions-democratiques/cadre-ref-participation.asp#principe2) : L'engagement des participants et participantes à respecter les règles contribuant à une démarche de participation publique respectueuse et équitable.	149	2016-11-21	
(Principe n° 2) Comment faire connaître ces règles auprès des autorités compétentes et des participants et participantes? Sous quelle forme?	149	2016-11-21	
(Principe n° 2) Quelles sont les règles les plus pertinentes permettant une participation équitable et respectueuse?	149	2016-11-21	
(Principe n° 3) (https://www.institutions-democratiques.gouv.qc.ca/institutions-democratiques/cadre-ref-participation.asp#principe3) : Le choix des mécanismes de participation publique diversifié et adapté.			

(Principe n° 3) En quoi une démarche participative est-elle inclusive?	149	2016-11-22	
(Principe n° 3) Qu'est-ce qui constitue un délai raisonnable?	149	2016-11-22	
(Principe n° 3) Quels sont les degrés d'engagement recherchés?	149	2016-11-22	
(Principe n° 3) Pourquoi devrait-on choisir des mécanismes participatifs diversifiés?	149	2016-11-22	
Principe n° 4 (https://www.institutions-democratiques.gouv.qc.ca/institutions-democratiques/cadre-ref-participation.asp#principe4) : L'information nécessaire transmise aux participants et aux participantes avant la démarche.	149	2016-11-22	
(Principe n° 4) Quels types d'adaptation peut-on appliquer aux besoins particuliers?	149	2016-11-24	
(Principe n° 4) Qu'est-ce qui constitue une information de qualité?	149	2016-11-24	
(Principe n° 4) Quand faut-il rendre cette information accessible?	149	2016-11-24	
(Principe n° 4) Qu'est-ce qui facilite l'accès à cette information?	149	2016-11-24	
Créer des espaces où les marchés publics puissent découvrir des solutions TI québécoises permettrait qu'elles appuient des services de qualité aux citoyens en dynamisant l'industrie. Les solutions québécoises rehausseraient la sécurité des données, étant pour la plupart à l'abri du <i>USA Freedom Act</i> .	586	2016-11-24	2
Principe n° 4 (https://www.institutions-democratiques.gouv.qc.ca/institutions-democratiques/cadre-ref-participation.asp#principe4) : L'information nécessaire transmise aux participants et aux participantes avant la démarche.	149	2016-11-23	
(Principe n° 4) Quel type d'information est nécessaire pour assurer que les participants et participantes seront bien informés afin de bien se préparer à la démarche de participation publique?	149	2016-11-23	
Principe n° 5 (https://www.institutions-democratiques.gouv.qc.ca/institutions-democratiques/cadre-ref-participation.asp#principe5) : La promotion de la démarche auprès des participants et participantes réalisée dans des délais raisonnables par des moyens susceptibles de les atteindre.	149	2016-11-23	
(Principe n° 5) Quelle information devrait être communiquée au cours de la promotion?	149	2016-11-25	
(Principe n° 5) Quels sont les meilleurs moyens à utiliser pour rejoindre les participants et participantes?	149	2016-11-25	
Réponse : Des escouades ou brigades numériques qui aident les citoyens à bien intégrer l'utilisation du numérique : rejoindre les exclus du numérique?	739	2016-12-14	
(Principe n° 5) Combien de temps avant la démarche participative la promotion devrait-elle être faite? Qu'est-ce qui constitue un délai raisonnable?	149	2016-11-25	
Principe n° 6 (https://www.institutions-democratiques.gouv.qc.ca/institutions-democratiques/cadre-ref-participation.asp#principe6) : La rétroaction des autorités compétentes aux participants et participantes.	149	2016-11-28	
(Principe n° 6) Quel effet aura la rétroaction sur la crédibilité de la démarche participative?	149	2016-11-28	
(Principe n° 6) Quel type de rétroaction est attendu des participants et participantes?	149	2016-11-28	
Principe n° 7 (https://www.institutions-democratiques.gouv.qc.ca/institutions-democratiques/cadre-ref-participation.asp#principe7) : L'évaluation du processus participatif par tous les acteurs.	149	2016-11-30	

(Principe n° 7) Par quels moyens l'évaluation devrait-elle se faire, et par qui?	149	2016-11-30	
(Principe n° 7) À quel moment l'évaluation de la démarche participative devrait-elle se faire?	149	2016-11-30	
Explorer et analyser les enjeux, les usages, les modèles d'affaires et la gouvernance des nouvelles structures qui émergent avec l'utilisation de la <i>blockchain</i> (chaîne de blocs) (). http://www.communautique.quebec/portfolio-items/technologies-de-confiance-blockchain-innovation-ouverte-gouvernance-numerique/	385	2016-10-26	1
Il pourrait simplifier son accès aux plateformes informatiques. Mon NIQ et mon CodeAcces et mes 13 différents accès pour Revenu Québec à chaque saison d'impôts? https://e-estonia.com/e-residents/about/ . Un citoyen, une carte d'accès et des services numériques de pointe.	391	2016-10-23	2
Réponse : Un identifiant unique par citoyen pour accéder à TOUS les services gouvernementaux est probablement la meilleure initiative que pourrait avoir le gouvernement pour réduire ses coûts tout en facilitant la vie du citoyen et même de services privés. Je suis un eResident d'Estonie et ça fonctionne!	755	2016-12-17	
Réponse : Une identification unique pour chaque citoyen, peu importe le ministère. Très bonne idée.	560	2016-11-16	
Le CEFRIO souhaite que le gouvernement adopte de nouveaux modes de prestation de services aux citoyens par le numérique, dans l'ensemble des services gouvernementaux. Pour se moderniser et offrir plus de choix aux Québécois, tels que le texto et la webconférence. En détail : http://cefr.io/4prop	347	2016-10-14	
Répondez ici à la question visant à savoir dans quels secteurs d'activité il serait plus pertinent de miser sur des applications développées par les entreprises et les citoyens.	109	2016-10-11	
Vouloir tout optimiser suppose aussi la diminution des ressources humaines. Là est le danger! Oui au numérique, mais aussi au service à la clientèle avec des humains qui nous accueillent.	342	2016-10-11	
La Suède est un bel exemple d'innovation. Par exemple, l'agence du revenu est très accessible via une application mobile sécurisée et d'un dossier citoyen unique. On peut même soumettre sa déclaration de revenus par un message texte. À lire ici : http://bit.ly/1NN53hl	327	2016-10-06	1
Réponse : Un autre exemple (toujours en Suède) est l'envoi d'un message texte pour remercier un donneur lorsque son sang est utilisé. https://twitter.com/robertlenne/status/607901970733658112	149	2016-10-11	
Question n° 7 : Principalement, les services liés à la géolocalisation et à la réalité augmentée.	307	2016-10-02	2
Question n° 6 : J'ai confiance dans les applications mises au point par des entreprises et des citoyens à partir de données publiques ouvertes. (Il me semble qu'un choix de réponse ici aurait été facilitant.)	307	2016-10-02	1
Réponse : Choix de réponses ajouté! Merci pour votre suggestion. En complément, vous êtes invité à préciser votre niveau d'intérêt pour ces applications avec la nouvelle question publiée sur le sujet dans la section des contributions.	149	2016-10-11	
Question n° 5 : Toute donnée non nominative qui ne comporte pas de risques de sécurité devrait être ouverte. Cela dit, il faut distinguer les données ouvertes accessibles au public et les données semi-ouvertes accessibles aux chercheurs et institutions.	307	2016-10-02	2

Question n° 1 : Plutôt que de recourir aux médias sociaux uniquement pour diffuser de l'information, les instances gouvernementales devraient développer des services d'interactivité et de soutien, éventuellement plus prometteurs que les centres d'appels sur le plan de l'analyse des données.	307	2016-10-02	1
Réponse : Merci pour votre commentaire. Auriez-vous un exemple à partager concernant les « services d'interactivité et de soutien »?	149	2016-10-06	
Pour optimiser l'offre de services en ligne : 1. Un service de base irréprochable 2. Et oui des services périphériques irréprochables 3. La minimisation des erreurs et bogues techniques 4. L'imperméabilité aux cyberattaques et fuites de données enregistrées par les populations 5. Une appli	276	2016-09-27	
Réponse : Quels sont les éléments clés d'un service irréprochable pour vous? Comment l'application vous servirait-elle dans votre vie quotidienne?	149	2016-09-29	
Pour optimiser l'offre de services en ligne : 1. Une omniprésence sur les réseaux sociaux 2. Une stratégie de communication basée sur l'humour 3. L'intégration de la réalité augmentée et de la réalité virtuelle à la présentation des services 4. Du contenu de qualité facilement consultable	276	2016-09-27	
Réponse : D'après votre expérience, quels services gouvernementaux auraient avantage à être offerts en réalité augmentée?	149	2016-09-29	
Pour optimiser l'offre de services en ligne : 1. Un site Web intuitif (minimisant la littérature et facile d'usage) 2. Une participation des populations à l'évolution du design et des fonctionnalités 3. Une publicité efficace pour susciter l'utilisation 4. Une équipe de <i>problem solvers</i> en plus	276	2016-09-27	1
Réponse : Qu'entendez-vous exactement par « équipe de <i>problem solvers</i> en plus »?	149	2016-09-29	
Répondez ici à la question portant sur quels services publics devraient prioritairement être rendus sur des appareils mobiles (téléphones intelligents, tablettes).	109	2016-09-26	
Réponse : Principalement, les services liés à la géolocalisation et la réalité augmentée.	307	2016-10-05	
Réponse : Tout ce qui est de la consultation d'information publique.	243	2016-09-30	
Répondez ici à la question concernant quelle information devrait être diffusée prioritairement en données ouvertes.	109	2016-09-26	
Réponse : Toute donnée non nominative qui ne comporte pas de risques de sécurité devrait être ouverte. Cela dit, il faut distinguer les données ouvertes accessibles au public et les données semi-ouvertes accessibles aux chercheurs et institutions.	307	2016-10-05	
Répondez ici à la question visant à savoir comment le gouvernement du Québec pourrait optimiser son offre de services en ligne.	109	2016-09-26	
Réponse : Plutôt que de recourir aux médias sociaux uniquement pour diffuser de l'information, les instances gouvernementales devraient développer des services d'interactivité et de soutien, éventuellement plus prometteurs que les centres d'appels sur le plan de l'analyse des données.	307	2016-10-05	

Réponse : Le gouvernement doit légiférer sur ce qui peut simplifier la vie du citoyen. Par exemple, il faudrait rendre légale la signature électronique. Ainsi, cela profiterait au domaine de l'assurance, du notariat, des services financiers, etc.	169	2016-09-30	
Réponse : @participant #169 Votre proposition est de rendre légale la signature électronique des particuliers à quel titre? D'après votre expérience, la signature électronique permettra de résoudre quelles problématiques?	149	2016-10-11	

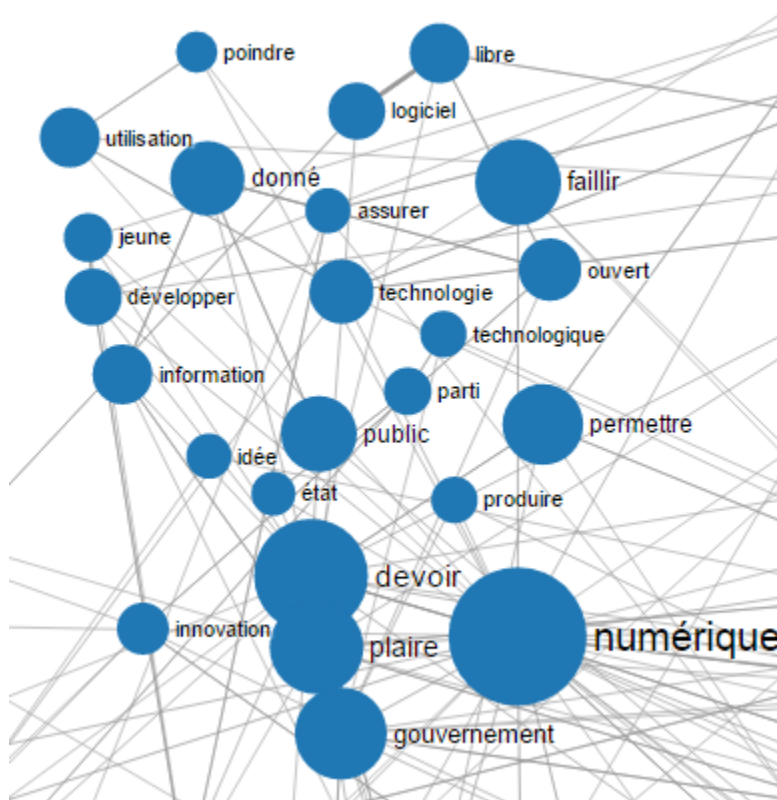
ANALYSE SÉMANTIQUE

Cette section vise à analyser l'aspect sémantique des contributions et tente de dégager des tendances ainsi que des liens entre les sujets traités par les participants à la plateforme sur le thème « Administration publique efficiente et transparente ». L'aspect numérique des contributions permet de traiter relativement facilement l'ensemble des contenus grâce à l'utilisation des outils d'analyse sémantique disponibles sur le marché.

Tout d'abord, un simple compte de mots parmi les contributions libres permet de voir ceux les plus fréquemment utilisés (en retenant seulement les mots pertinents et relatifs au thème) et de les regrouper dans le tableau suivant :

SERVICES	21
CITOYENS	13
DONNÉES	10
RÉALITÉ	5
INFORMATION	5
OPTIMISER	5
AUTORITÉS	4
ACCESSIBLES	4
COMPÉTENTES	4
OUVERTES	4

L'ensemble des contributions ouvertes sur les différents thèmes, une fois intégré à l'outil d'analyse, permet aussi la création de graphiques d'occurrence des mots afin d'aider à comprendre les préoccupations des citoyens consultés. Le graphique suivant se rapporte au thème présent de l'administration publique efficiente et transparente. Le graphique complet faisant état de tous les mots principaux utilisés par les participants sur la plateforme de collaboration est disponible dans le document bilan.



Plusieurs tendances sont identifiables par l'analyse sémantique. Tout d'abord, la récurrence des mots « services » et « citoyens » démontre la perception du gouvernement comme un fournisseur de services et sa responsabilité envers les citoyens. L'utilisation des verbes « produire », « permettre » et « développer » va également dans ce sens en présentant le gouvernement comme un facilitateur pour les entreprises et les citoyens. L'utilisation très fréquente du terme « services » (21 occurrences) nous ramène à la proposition faite par les contributeurs d'offrir un portail d'accès unique aux services gouvernementaux.

Le lien entre « données » (qui est cité 10 fois) et « ouvert » soutient la proposition faite par les contributeurs d'avoir accès aux données gouvernementales pour qu'elles soient utilisées par les citoyens et les entreprises. La présence du verbe « assurer » autour de « données » et « informations » montre aussi la nécessité pour le gouvernement de sécuriser les renseignements personnels des citoyens. L'utilisation conjointe répétée des termes « logiciel – libre » et « technologie – ouverte » exprime la volonté de promouvoir et le souhait d'encourager l'utilisation de logiciels libres au sein des ministères et des services gouvernementaux. La récurrence du verbe « optimiser » montre la nécessité pour le gouvernement de maximiser l'utilisation des ressources et de réduire les dépenses superflues.

ÉTUDE DES CONTRIBUTIONS LIBRES

La lecture détaillée des contributions libres permet de faire ressortir différents enjeux. Ils sont présentés ici avec certains commentaires les appuyant dans l'objectif d'élargir le débat et de donner un sens aux nombreuses contributions reçues. Il est important de noter que ces enjeux ne sont ni un résumé ni le reflet de l'ensemble des contributions.

1 – Portail citoyen unique, identifiant unique et participation démocratique

Plusieurs contributeurs soulignent l'importance de la mise en place d'un portail citoyen unique permettant à la fois l'accès à l'information, la consommation de services en ligne, le partage d'idées ou des votes dans le cadre d'une consultation citoyenne. L'accès à ce portail devrait se faire avec un identifiant unique pour l'ensemble des services.



« Il pourrait simplifier son accès aux plateformes informatiques. Mon NIQ, et mon CodeAcces et mes 13 différents accès pour Revenu Québec à chaque saison d'impôts? Un citoyen, une carte d'accès et des services numériques de pointe. »

2 – Utilisation de logiciels libres

Les participants soulignent l'importance des technologies libres afin de conserver le contrôle sur les solutions technologiques utilisées, d'éviter une dépendance face aux grands éditeurs de logiciels et de permettre à plusieurs sources d'expertise de participer à leur amélioration.



« Le gouvernement devrait montrer l'exemple en ayant recours à une expertise interne et non externe. Il devrait aussi utiliser dans la mesure du possible des logiciels libres adaptés à ses besoins. »

3 – Accès à un plus grand nombre de données ouvertes

Diverses contributions soulignent l'importance d'offrir des données analysables pour qu'elles soient mises à profit par les entreprises et les citoyens. L'importance de la fiabilité et du format exploitable des données est essentiel pour susciter l'intérêt d'une exploitation des données au bénéfice de tous.



« Un des grands enjeux d'une société numérique concerne la concentration du pouvoir donné à ceux qui ont accès à l'information. On devrait s'assurer que les données soit accessible publiquement par un système distribué assurant l'anonymat mais permettant la vérification »

4 – Transparence des dépenses publiques

Certains citoyens proposent que le souci de transparence des dépenses publiques aille jusqu'à rendre disponible en ligne la répartition des dépenses par ministère, le détail des contrats et des salaires versés.



« Pour l'amélioration de la démocratie, il serait nécessaire que le gouvernement soit transparent, et ce de manière absolue. L'ère numérique offre une possibilité simple pour que les citoyens aient un accès rapide, facile et illimité à TOUS les dollars dépensés par le gouvernement. »

5 – Sécurité de l'information

Les participants rappellent l'importance de la sécurité de l'information et celle d'être protégé contre la cybercriminalité et la surveillance, particulièrement quant aux renseignements personnels sensibles.



« 2 choses: - L'avenir du numérique passe par la sécurité des données et des informations. Nous devons avoir des lois plus sévères envers les hackers et les Bullys du web. - Le Québec doit regarder ce qui a été fait au Fédéral avec Services Partagés Canada et apprendre de leurs erreurs »

CONTRIBUTIONS LIBRES PUBLIÉES SUR LA PAGE D'ACCUEIL

Les commentaires sur le thème « Administration publique efficiente et transparente » publiés sur la page d'accueil de la plateforme de collaboration figurent ci-dessous. Certains se rapportent directement aux questions posées, mais d'autres explorent d'autres enjeux ou encore plusieurs thèmes. Ils pourraient donc être répertoriés dans plusieurs bilans.

Les commentaires du gestionnaire de communauté apparaissent dans des cases grisées.

Contribution	Auteur	Date
La #StratNumQc, peu importe sa teneur et sa portée, pourra-t-elle guider la réalisation de notre transition numérique si notre État provincial continue d'être embourbé dans le « bordel informatique » de la trop grande dépendance envers les logiciels privateurs de liberté des géants du numérique ? Non.	64	2016-07-01
Permettre aux gens de contribuer, à tous les niveaux du gouvernement, est ce qui est le plus important à mes yeux. Peut-être devrions-nous voir le gouvernement comme un logiciel libre en développement. On pourrait s'inspirer de Bugzilla. Les gens pourraient envoyer des idées, alertes, correctifs, etc.	92	2016-07-01
Pour un Québec affranchi du numérique corporatif, qui saura tirer son épingle du jeu ET contribuer à la culture open-source et qui reconnaît la valeur des personnes qui font avancer notre société dans le numérique. Pour la littératie transmédiatique. Et, pour une accessibilité du Web dans les régions.	33	2016-07-01
Pour le développement des infrastructures au gouvernement, les logiciels permettent plus que dans d'autres domaines d'expertise du gouvernement de placer les citoyens comme gardien de la qualité des travaux. Je crois que les logiciels doivent être ouverts et permettre aux pros du logiciel de contribuer.	69	2016-07-01
Développer les données ouvertes comme il ne s'est jamais fait ailleurs. Développer les appels d'offres de façon ouverte et rendre l'ensemble du processus budgétaire du gouvernement entièrement public. Chaque facture et chaque salaire payés avec des fonds publics devraient être accessibles à tous.	37	2016-07-01
Mettre l'analytique au cœur de toutes les décisions. Partager toutes les pistes de décisions dans des formats ouverts pouvant être auditées. Optimiser les processus gouvernementaux et éliminer tous les postes pouvant être automatisés.	37	2016-07-01
Mettre fin au « droit d'auteur par défaut » dans la législation actuelle et mettre d'avant la notion d'attribution. Rendre tout le matériel produit par les différents gouvernements du Québec depuis 1867 ainsi que tout le matériel futur disponible dans le domaine public dans des formats ouverts.	37	2016-07-02
Je ne me sens pas consulté très fort. Deux ou trois questions avec des choix de réponses proposés, pas fort comme cocréation. L'Administration publique doit être transparente et avoir le plein contrôle de son infrastructure et de ses logiciels. Les logiciels libres sont indispensables.	8	2016-07-03
Logiciels libres pour tout l'appareil gouvernemental (incluant les écoles, les commissions scolaires, les cégeps et les universités); transparence et imputabilité dans la gestion des contrats informatiques publics pour stopper les fiascos actuels; une vision claire et réaliste à court, moyen et long terme.	59	2016-07-03
Réponse : Tout comme en informatique, un gouvernement parfait ça n'existe pas, on peut cependant améliorer grandement un système en permettant aux gens de donner des suggestions sur tous les aspects, et même de permettre aux gens de soumettre leurs propres correctifs. Ça nécessite un système ouvert et libre!	337	2016-10-08
Comme alternative à ce portail, je suggère : http://democracyos.org/ C'est un logiciel libre qui a fait ses preuves partout dans le monde concernant la composante participative de la démocratie. Permet : commentaires, j'aime pas, modération, etc.	69	2016-07-04
Le gouvernement devrait montrer l'exemple en ayant recours à une expertise interne et non externe. Il devrait aussi utiliser dans la mesure du possible des logiciels libres adaptés à ses besoins. En utilisant un logiciel libre et une expertise interne ils ne dépendraient plus des compagnies de TIC (technologies de l'information et des communications).	48	2016-07-05

Comment est-ce possible que la seule manière dont je peux renouveler un permis est en me présentant dans un local piteux dans un mail en faillite, dont le gestionnaire est un organisme communautaire qui fait dans le marasme le plus total. Voyons donc...		2016-07-06
Gouvernements, tous paliers confondus, doivent être ouverts et transparents, c'est une tendance à laquelle on ne peut plus échapper. Le plus tôt sera le mieux, les précurseurs seront applaudis.	16	2016-07-06
Les incroyables ratées du gouvernement dans le domaine (dossier santé, migration numérique, incapacité à profiter des logiciels ouverts) m'amènent à penser qu'il s'agit plus d'un autre <i>spin</i> que d'un véritable projet qui mènera ailleurs qu'au gaspillage de fonds. Apprenez-donc à gérer des contrats...	24	2016-07-06
Réponse : Sans parler de tous les publier en données ouvertes. Détection assurée des "anomalies"...	235	2016-09-15
L'emphase doit être mis sur le développement d'infrastructures permettant de collecter, de traiter et d'extraire la valeur des données. La donnée est la prochaine ressource naturelle. Investir pour faire face à cette troisième révolution industrielle (svp lire Jeremy Rifkin et autres visionnaires)	47	2016-07-06
Il faut créer un département de développement et de TI au sein du gouvernement et cesser de faire affaire avec des tierces entreprises. Centraliser les données de la population à un seul endroit pour éviter le dédoublement/mauvais partage d'information.	42	2016-07-06
Donner à chaque Québécois une identité numérique. (étendre utilité de ClicSeur). C'est incroyable que nous recevions encore des communications papier de la part du gouvernement. Cette identité pourrait être authentifiée avec clés publiques-privées pour tout (même par le privé) et éliminer le papier.	28	2016-07-06
2 choses: - L'avenir du numérique passe par la sécurité des données et des informations. Nous devons avoir des lois plus sévères envers les <i>hackers</i> et les <i>bullies</i> du Web. - Le Québec doit regarder ce qui a été fait au Fédéral avec Services partagés Canada et apprendre de leurs erreurs!	39	2016-07-06
Libérez l'information. Le numérique nous permettrait de renverser le fardeau des demandes d'accès à l'information en rendant toutes les informations publiques et disponibles, à l'exception de celles pour lesquelles le gouvernement fera la démonstration qu'elles doivent être gardées privées.	27	2016-07-06
Protéger les données numériques du vivant et de la mort de la personne. Avoir de meilleures lois contre la cyberintimidation.	66	2016-07-06
Pour l'amélioration de la démocratie, il serait nécessaire que le gouvernement soit transparent et ce, de manière absolue. L'ère numérique offre une possibilité simple pour que les citoyens aient un accès rapide, facile et illimité à TOUS les dollars dépensés par le gouvernement.	76	2016-07-07
Démocratie améliorée. L'ère numérique offre une possibilité simple, rapide et illimitée aux citoyens d'avoir accès à la TOTALITÉ des fonds publics dépensés. Plutôt que les demandes d'accès à l'information, un affichage SYSTÉMATIQUE de toutes les dépenses (y compris les salaires?).	76	2016-07-07
Un des objectifs de la Stratégie numérique devrait être d'améliorer la démocratie en facilitant la consultation des Québécois via des applications. On pourrait se permettre de rêver de démocratie liquide, de référendums d'initiative populaire, des élections dont le coût pourrait être réduit, etc.	84	2016-07-07

@participant 84: Démocratiser l'économie est la seule manière de véritablement enrichir le citoyen. Sinon, on enrichit les riches. Alors vivement la transparence. Ensuite, les citoyens dirigeront eux-mêmes l'argent là où il leur profite. Là, nous parlerons d'un réel « développement » économique, pour NOUS.	76	2016-07-08
Prioriser l'utilisation de logiciels libres (LL) et de standards ouverts (SO). L'usage de SO est nécessaire afin de démocratiser l'accès aux ressources numériques. L'usage de LL assure le contrôle de l'infrastructure numérique et ils sont aussi nécessaires à la démocratisation de l'éducation.	10	2016-07-08
Quelques lectures d'été pour Mme Anglade et son entourage sur la réponse politique et technologique à donner au problème de la surveillance de masse : https://frama.link/dAzU5jkh https://frama.link/hw3_PbaY https://frama.link/t3qbVncm Plus ici : http://wiki.facil.qc.ca/view/Dossier_vie_privée	64	2016-07-08
Je pense que nous devrions discuter de l'importance d'utiliser des technologies libres de droits dans les systèmes gouvernementaux.	65	2016-07-11
Un des grands enjeux d'une société numérique concerne la concentration du pouvoir donné à ceux qui ont accès à l'information. On devrait s'assurer que les données soit accessibles publiquement par un système distribué assurant l'anonymat mais permettant la vérification (par authentification).	10	2016-07-14
À venir : À partir de l'automne 2016, les phases subséquentes aborderont différentes thématiques de manière participative, selon les orientations reçues par les participants. Quelles thématiques tenez-vous à avoir ?	67	2016-07-14
Réponse : Le gouvernement ouvert; les données ouvertes; l'approvisionnement ouvert; la neutralité technologique.	235	2016-09-15
La donnée représente à court et moyen terme un potentiel économique mondial majeur. Le Québec possède des atouts incontournables : énergie, main-d'œuvre, politique et législation progressistes, etc. Le Québec se doit de démocratiser l'accès à la <i>big data</i> et d'être la plaque tournante de la donnée!	87	2016-07-18
Mettre en place des outils démocratiques permanents (référendums populaires permanents) permettant de mettre à contribution la population en temps réel sur certains enjeux d'intérêts. Et que ces votes soient reconnus dans la balance du pouvoir lors des prises de décisions.	94	2016-07-19
Aidons chaque entreprise (toutes!) et organisations québécoises à exploiter leur potentiel qu'offre les données/informations qu'elles génèrent. C'est un potentiel financier considérable. Avec des moyens, nous allons plus loin! Faisons-le nous-même avant que d'autres ne le fassent à notre place!	87	2016-07-20
Chez LINAGORA, nous espérons la création d'un groupe de travail mixte public/privé sur le développement et l'usage de l'administration électronique. Ce groupe de travail numérique aura pour mission d'établir un rapport annuel des bonnes pratiques d'usages de l'administration électronique.	90	2016-07-21
Pour appuyer les propos déjà tenus autour du logiciel libre, nous pensons chez LINAGORA que le logiciel libre peut être un levier de croissance pour le Québec à l'instar de ce qu'a été l'industrie du jeu vidéo en 1997. Nous avons produit une note pour expliciter en quoi les situations st comparables.	90	2016-07-21
Plusieurs ont mentionné le thème du logiciel libre. Quels sont les enjeux et les exigences liés à l'intégration de ces logiciels dans la société québécoise?	67	2016-07-26
Réponse : Les dossiers de FACIL en parlent longuement, ils sont en référence dans plusieurs propositions ici.	209	2016-09-14

Réponse : FACIL fait un bon travail de promotion de l'industrie du libre. Le libre doit évidemment faire partie du portefeuille de moyens qu'un État peut utiliser, car il peut avoir des avantages. MAIS l'industrie du libre n'est pas plus vertueuse que les autres.	235	2016-09-15
Réponse : On doit s'affranchir du vieux modèle proposé par les PC (MS Office, Adobe...). Le logiciel libre (ou les applications) doit rester gratuit pour la population. L'apprentissage se fera tout seul puisque les gens ne veulent plus payer (n'ont jamais voulu payer) pour le numérique. Stimulé par la gratuité.	340	2016-10-10
Gouvernance obsolète. La Stratégie numérique doit apporter un nouveau système de gouvernance étatique qui prenne en compte et articule entre eux la nouvelle diversité des acteurs, de leurs capacités et de leurs attentes, au travers les nouvelles potentialités de la communication digitale.	46	2016-07-27
Les chercheurs Marcel Boyer et Jacques Robert du centre de recherche CIRANO ont écrit un rapport en 2005 pour donner leurs six principales recommandations en vue d'une politique gouvernementale à l'égard du logiciel libre. Leurs recommandations sont disponibles ici : www.bit.ly/2a7KrzG	90	2016-07-28
De plus, une étude sur l'impact socio-économique des logiciels libres sur le Québec a été faite par Stéphane Couture, chercheur à l'Université McGill www.stephanecouture.info/wp-content/uploads/Impact_LL_Phase1_Final_detaille.pdf	90	2016-07-28
Merci de partager vos références au sujet du logiciel libre: lectures très intéressantes qui pourront certainement être discutées de manière plus approfondie lors de la deuxième version de cette plateforme, disponible sous peu.	67	2016-07-30
Pour l'approfondissement sur le logiciel libre, voir notre bibliographie sur l'informatique libre en langue française: http://wiki.facil.qc.ca/view/Bibliographie Digne de mention également, les différents dossiers de FACIL : http://wiki.facil.qc.ca/view/Catégorie:Dossiers_de_FACIL	64	2016-08-01
Une bonne stratégie, par définition, est celle dont les progrès engendrés se mesurent. Je serais curieux de lire ici le genre de mesures que la communauté numérique du Québec pense pouvoir mettre de l'avant.	88	2016-08-03
Il faut stimuler le développement d'innovations rassemblées sous le concept de « Civic Tech ». Ces « Technologies Civiques » offrent aux citoyens de nouveaux outils pour s'exprimer, communiquer, collaborer, initier une réflexion et contribuer à l'action publique.	70	2016-08-12
La démocratie représentative actuelle doit prendre en compte la mutation numérique. Le partage de l'information conduit au partage du pouvoir. Les citoyens en réseau aspirent à plus de démocratie participative. Nous allons devoir inventer la démocratie qui va avec le numérique.	107	2016-08-21
Réponse : Ça fait partie du concept du gouvernement ouvert (https://ofti.org/le-gouvernement-ouvert/), on sort un peu des réseaux de télécoms ici.	235	2016-09-15
FACIL vient de produire un document qui fait la synthèse de toutes ses principales positions et recommandations des dernières années sur le numérique : http://wiki.facil.qc.ca/view/Synthèse2016	114	2016-09-10
Réponse : Je suis en accord avec vos positions et recommandations. Bon travail!	219	2016-09-14
La démocratie réelle, celle qui permet à chaque personne d'avoir le contrôle sur sa santé, son argent, le bien-être de sa famille... doit maintenant passer par l'intégration et l'accès des informations. Nous devons pouvoir accéder à nos informations médicales, financières et autres en tout temps.	221	2016-09-14

Priorité #1 accordée à la cyber-sécurité d'un point de vue: 1. étatique 2. militaire 3. communautaire 4. universitaire 5. médical 6. culturel 7. industriel Priorité #2 accordée à la législation pour encourager et rendre (moins) contraignante la transition numérique des entreprises selon des critères définis.	276	2016-09-20
Au Québec, il existe un Institut du tourisme et de l'hôtellerie du Québec (ITHQ) qui dépend du ministère du Tourisme. Il existe un Institut des technologies agroalimentaires (ITA) qui dépend du ministère de l'Agriculture. À quand un Institut du logiciel libre québécois (ILLQ) qui dépendrait du MESI?	297	2016-09-28
Réponse : Je serais plus sur un Institut du numérique qui pourrait avoir des programmes sur le logiciel libre...	198	2016-10-06
Un autre aspect est aussi l'évolution des services gouvernementaux par le numérique. Il faudrait qu'une partie de ce budget soit dédié à l'évolution continue. Pas juste une fois de temps en temps. Par exemple, des pages Facebook pour un CLSC avec les heures d'ouverture. Dossier électronique évolutif.	340	2016-10-10
Il faut inclure les logiciels libres dans la future Stratégie numérique.	362	2016-10-17
La Stratégie numérique pourrait être audacieuse sur les plans socio-économique et technologique et envisager des partenariats avec les acteurs sociaux pour son élaboration et sa mise en œuvre. Voir l'Australie, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, les États-Unis, etc.	385	2016-10-22
La révolution socio-technique en cours est celle d'une population qui s'approprie les outils technologiques pour les mettre au service du bien commun, d'une culture de partage et d'une plus grande participation à la vie démocratique: http://wiki.communautique.qc.ca/index.php/Plans_num%C3%A9riques	385	2016-10-22
Tant que le gouvernement sera mené par Microsoft et tous les outils dérivés de cette technologie, c'est-à-dire les outils bas de gamme choisis par leurs administrateurs, le Québec numérique sera du vent et du papier.	419	2016-10-26
Économie numérique 1/4 modèles d'affaires centrés sur l'exploitation de l'information: la donnée a plus de valeur que le produit qu'elle décrit et l'exploitation de données est plus rentable que la production de ressources. Nous n'avons pas de culture de la donnée (ouvrez les BD (bases de données) pour voir).	430	2016-10-28
Économie numérique 2/4 Les données de nos BD sont inexploitable dans le Web (normalisation, interopérabilité, sémantique) parce que nous concevons des systèmes sans penser à générer de l'information. Nous formons des professionnels compétents mais nous les confinons à la gestion de bibliothèques.	430	2016-10-28
Nos processus doivent être revus. Simplifier la bureaucratie pour les crédits R & D, diminuer le risque des contributeurs par le fardeau fiscal, gratifier les succès avec des réductions d'impôt, etc. Tout cela doit se concrétiser rapidement, car au moment où nous parlentons, les autres déploient.	464	2016-11-14
Il faut impérativement moderniser d'abord les plus gros ministères. Je pense au ministère de la Justice, au ministère des Transports, aux Travaux publics, le ministère de la Santé et des Services sociaux etc. Il faut s'inspirer des pays les plus avancés et devenir chefs de file.	674	2016-12-02
Réponse : @AnnaPiperal a rencontré des représentants du gouvernement à la suite de la JIQ2016 afin de leur faire ses recommandations. Le succès de la transformation numérique de l'Estonie a de quoi faire rêver. Ce serait bon de connaître ses recommandations et de les analyser. #ModifierProcessusAppelsOffres	700	2016-12-17
L'exposition aux ondes en si grande concentration pose de graves problèmes de santé aux électro-sensibles. En Europe et en France on a sévèrement limité l'exposition aux ondes, particulièrement dans les écoles. Comment allez-vous protéger la population contre la pollution des ondes, l'électro-smog ?	772	2016-12-26

Commencez donc par enlever tous les envois papier au gouvernement (la SODEC entre autre qu'on doit encore envoyer tout papier, et parfois même 3 copies de chaque document!!! Bienvenue en 2017!	775	2017-01-05
L'intelligence artificielle est le catalyseur des services publics de demain. En 2017, Watson d'IBM peut désengorger notre système de santé. Le Québec gagnerait également à élaborer sa propre distribution Linux « maison » pour sa fonction publique et ses citoyens. Qu'en pensez-vous?	811	2017-01-19
Réponse : La fonction publique aurait pu, voire aurait due, développer ses distributions Linux, « saveurs » postes et serveurs. Avec un peu de vision, cela aurait pu débiter il y a une bonne dizaine d'années. Imaginez les économies que cela aurait procuré, en plus de l'expertise locale que cela aurait créé.	243	2017-01-24
Réponse : Il n'est jamais trop tard pour embarquer :-)	811	2017-02-13
Réponse : Je suis d'accord, mais le système mériterait d'être construit par des Québécois pour le Québec et sous notre contrôle. Je pense aussi que si nous partageons mieux nos connaissances, nous pourrions faire des économies importantes: https://www.jmir.org/2013/10/e210/	886	2017-02-23
À mon humble avis, je crois qu'on s'éloigne du propos. Avant de parler d'intelligence artificielle, de <i>machine learning</i> et autres, comment se fait-il que je dois encore remplir des formulaires papier lorsque je transige avec le gouvernement? Imaginez la réduction de coûts que cela pourrait occasionner.	871	2017-02-17
La Stratégie numérique du Québec considère-elle l'inclusion de solutions Internet des objets (IdO) et de <i>Blockchain</i> au sein des entités du gouvernement du Québec? Les applications peuvent bénéficier des secteurs tels que la santé, le transport, l'éducation.	950	2017-02-28

atelya



economie.gouv.qc.ca

Économie, Science
et Innovation

Québec 